

AUTRICHE

LA CRISE DU COVID-19 VUE DE L'AUTRICHE

AUTANT DE LIBERTE QUE POSSIBLE, AUTANT DE RESTRICTIONS QUE NECESSAIRE

Le 13 mars, les Viennois se ruiaient dans les supermarchés pour faire des provisions en grande quantité. Sur les réseaux sociaux, la rumeur que la ville allait bientôt se fermer à cause du Covid-19 circulait à grande vitesse. Le soir, la ville était vide, les restaurants déserts. On savait que dans les stations de ski du Tyrol, bastions du virus, aucune mesure n'avait été prise ni pour informer les touristes, ni pour limiter sa propagation.

Suite au scandale international concernant la propagation du coronavirus au Tyrol, le gouvernement autrichien « vert-turquoise » composé de l'ÖVP (Parti populaire) et des Verts (Die Grünen – Die Grüne Alternative) a pris des mesures de confinement et de distanciation sociale pour l'ensemble du pays : le 15 mars, le gouvernement a annoncé que les commerces, sauf ceux de première nécessité, c'est-à-dire les supermarchés alimentaires, les pharmacies, et les bureaux de tabac (tabac et presse) devraient fermer à partir du 16 mars. Si ce jour-là les pubs et les bars ont pu encore ouvrir de 12h à 15h, le lendemain les débits de boissons et les restaurants, ainsi que les établissements de sport, ont tous été fermés, ainsi que les parcs et jardins sous contrôle fédéral. Seuls les parcs municipaux ou les parcs gérés par les Länder ont pu rester ouverts.

A partir du 16 mars, les crèches ont été fermées, l'enseignement à distance mis en place pour les établissements scolaires et universitaires. Bien entendu, il en a été de même pour les institutions culturelles et sportives, dont tous les événements et rencontres ont été annulés. Sous confinement, les citoyens sont autorisés à quitter leur domicile dans quatre cas : faire des courses, aller travailler, s'occuper de personnes dépendantes ou "se dégourdir les jambes ". Au premier jour de son confinement, l'Autriche n'avait enregistré officiellement qu'un décès.

Dans les semaines qui ont suivi ces décisions, le "*Cabinet Corona*" – composé principalement du chancelier Sebastian Kurz (ÖVP), du ministre de la santé Rudolf Anschober (Verts), du vice-chancelier Werner Kogler (Verts), du ministre des finances Gernot Blümel (ÖVP) et du ministre de l'intérieur Karl Nehammer (ÖVP), auxquels on été associés, en fonction des sujets abordés, la ministre de l'agriculture Elisabeth Köstinger (ÖVP), le ministre de l'éducation Heinz Faßmann (ÖVP) et la ministre de l'environnement Leonore Gewessler (Verts) – a gouverné par le biais d'ordonnances et de communiqués, faisant appel à plusieurs reprises au "bon sens" pour contenir la propagation du virus : le nombre d'infections devait être maintenu aussi bas que possible afin de ne pas surcharger le système de santé. La gestion de la crise a conduit à un renforcement du pouvoir exécutif, un effacement parlementaire dans la prise de décision, et un retrait de l'opposition du jeu politique. C'est aussi une gouvernance par la peur justifiée par la phrase „Le danger est parmi nous“ prononcée par le chancelier Kurz lors de sa conférence de presse du 11 avril. Des sondages réalisés à Pâques ont mis en lumière une large approbation des mesures gouvernementales par la population et un accroissement de la popularité des deux partis.

Les effets économiques et les conséquences sociales du confinement seront immenses, même si initialement sous-estimés : dans leurs prévisions publiées le 26 mars, des économistes autrichiens avaient prévu une baisse du PIB d'au moins 2% (Institut des hautes études, Institut für Höhere Studien - IHS) et 2,5% (Institut de recherche économique, Wirtschaftsforschungsinstitut - WIFO) pour 2020. Fin mars, la Banque centrale (Oesterreichische Nationalbank, OeNB) prévoyait une baisse de la production économique de 3,2% dans un scénario modéré. Mi-avril, le FMI a estimé une baisse du PIB de 7%.

On ne sait pas encore combien d'entreprises feront faillite. La situation est particulièrement difficile pour les commerces alimentaires et leurs employés, exposés à un risque d'infection élevé, tout comme les professionnels de santé. Certains commerces ont promis à leurs employés une prime unique dite "prime corona" d'environ 400 €.

Le chômage a rapidement augmenté ; selon l'AMS (Arbeitsmarktservice - Service autrichien de l'emploi), plus de 500 000 personnes étaient enregistrées comme chômeurs en mars (une augmentation de plus de 65% par rapport au mois de mars 2019). Les métiers du tourisme et de la restauration ont été particulièrement touchés. Dans le secteur des services, ce sont surtout les femmes qui ont perdu leur emploi ; et les hommes étaient majoritaires dans le domaine de la construction.

La fermeture des garderies et des écoles s'avère extrêmement contraignante pour les personnes travaillant dans des secteurs économiques indispensables, ainsi que pour celles qui effectuent désormais du télétravail, en particulier les parents isolés. Le risque de perdre son logement augmente également car de nombreuses personnes - surtout les parents isolés, mais aussi les familles de migrants - ne sont plus en mesure de payer leur loyer ou les charges. Dans ce contexte, le gouvernement a

ordonné le report des factures d'électricité et de gaz et une interdiction d'expulsion de trois mois.

Afin d'amortir la crise économique, le gouvernement a adopté un paquet de mesures de 38 milliards € pour soutenir l'économie (cette somme représente la moitié du budget national). Ce paquet prévoit une aide d'urgence de 15 milliards € (qui comprend le soutien au chômage partiel et le financement de vêtements de protection et de masques respiratoires, qui ont été fournis à la population à un stade précoce), un "fonds de secours" (aide d'urgence aux micro-entrepreneurs, 4 milliards €), des garanties pour les prêts et l'échelonnement des dettes (9 milliards €), ainsi que des reports d'impôts et la réduction des paiements anticipés d'impôts (10 milliards €). La demande et le versement de l'aide économique sont traités par l'"[Austria Wirtschaftsservice GmbH](#)", une société à responsabilité limitée et la Banque publique de développement (Förderband des Bundes). Les entreprises peuvent demander bénéficier d'une allocation, pour les indemnités de chômage versées à leurs salariés pendant trois mois (actuellement jusqu'à la fin du mois de septembre), et le chômage partiel peut aller jusqu'à 100%. Les entreprises visées s'engagent à s'abstenir de tout licenciement pour des raisons opérationnelles. À partir du 14 avril, le soutien au chômage partiel sera porté à 5 milliards € (contre 3 milliards € prévus initialement). Jusqu'au 14 avril, 53.000 entreprises ont déposé des demandes de chômage partiel. Dans la mesure où le versement des prestations aux entreprises est précédé d'un examen et que les premières sommes ne seront probablement pas versées avant l'été, il ne profitera probablement qu'aux entreprises qui ont les moyens financiers suffisants pour résister pendant cette période ou qui ont obtenu des prêts. Enfin, un plan de sauvetage de 150 millions € pour les start-ups a été mis en place mi-avril.

On note que le gouvernement a renoncé à la politique d'un strict déficit zéro et est revenu, en quelque sorte, aux années Kreisky (1970-1983) d'une politique keynésienne. Un déficit budgétaire élevé pour stabiliser l'économie et le marché du travail est devenu acceptable (un déficit budgétaire de 26 milliards € pour 2021 est estimé à la mi-avril ; les prévisions de l'Institut de recherche économique - Wirtschaftsforschungsinstitut - à la fin du mois de mars annonçaient un déficit budgétaire de 21,5 milliards d'€ pour 2020, soit 5,5 % du PIB).

Cependant, le confinement a des répercussions sociales qui, dans un premier temps, n'ont pas reçu suffisamment d'attention et de compensation financière ou qui ne peuvent être corrigées par les aides pécuniaires. Par exemple, les enfants issus de milieux défavorisés (6% de l'ensemble des élèves) n'ont pas la possibilité de suivre leur cursus à distance à défaut de matériel informatique ; ils ne peuvent pas travailler à la maison parce qu'ils vivent dans des conditions de logement difficiles ; ou ne peuvent être soutenus par leurs parents. Ce n'est que le 9 avril que le ministre de l'Education a annoncé que 12 000 ordinateurs portables seraient mis à disposition en prêt. Les inégalités en matière d'éducation, qui sont de toute façon déjà importantes en raison du système scolaire tripartite, vont encore s'accroître engendrant des inégalités sociales et culturelles.

L'isolement augmente la violence domestique contre les femmes et les enfants, ainsi que les problèmes psychologiques et ceux liés à la consommation d'alcool ou de drogue. Depuis la première semaine d'avril, les établissements de soins spécialisés (dans le traitement de ces problèmes) ont signalé une augmentation de la demande due à l'isolement.

La crise montre aussi l'interdépendance des pays européens : la "crise des soins" va se développer de manière dramatique : avant la crise du Covid-19, 70 000 infirmières de Roumanie, de Slovaquie, de Hongrie, de République tchèque, de Croatie et de Slovénie, qui assuraient des soins 24 heures sur 24, se rendaient en Autriche par rotation, pour une période de deux semaines. Suite à la fermeture des frontières, cette mobilité n'est plus possible, de sorte qu'un énorme fossé s'est creusé dans le domaine des soins. Début avril, le Land de Basse-Autriche a fait venir par avion les premières infirmières slovaques. La Roumanie a interdit aux infirmières de partir pour l'Autriche mi-avril. Le 19 avril, les scientifiques ont mis en garde contre un effondrement imminent du système de santé. Une pénurie de main-d'œuvre est évidente dans le secteur agricole dont les ouvriers saisonniers viennent des pays voisins.

Il y a aussi des conséquences pour la démocratie et l'État de droit : la domination de l'exécutif restreint le droit de contrôle du Parlement et limite les délibérations démocratiques. Pendant les vacances de Pâques, les constitutionnalistes ont critiqué le fait que les mesures restreignant les droits fondamentaux, telles que le confinement, l'interdiction de rassemblement, l'interdiction de la liberté de travail et la liberté économique, nécessitent des lois, alors que la majorité des mesures pour faire face au Covid-19 ont été appliquées par voie d'ordonnances. Des plaintes sont en cours devant la Cour constitutionnelle.

Enfin, une nouvelle orientation du paysage médiatique au profit de la presse à sensation est à craindre. Les subventions à la presse sont accordées en fonction du volume de l'audience du média. Les principaux bénéficiaires sont les tabloïds tels que le journal Kronen ou la presse gratuite "Heute" et "Österreich/Ö24".

Le réseau "Covid-19 Future Operations" (Chancellerie, cabinet du Président, économistes) a élaboré des modèles et des plans pour relancer l'économie. D'une part, le réseau est coordonné par "Think Austria", un laboratoire d'idées que le chancelier Kurz a mis en place sous la direction de l'ancienne directrice du Boston Consulting Group, Antonella Mei-Pochtler. D'autre part, le coordinateur du cabinet du Président est Thomas Starlinger, qui était ministre de la défense dans le gouvernement transitoire de Brigitte Bierlein.

Le gouvernement a pris plusieurs mesures pour justifier une relance progressive de l'économie. D'une part, l'institut de recherche SORA (proche du parti Vert) a réalisé une étude représentative avec des tests PCR sur la propagation du coronavirus en Autriche entre le 1er et le 6 avril à la demande du ministère de l'Education, de la science et de la recherche. L'échantillon aléatoire représentatif à l'échelle de l'Autriche était de 1 544 personnes. Les résultats sont parlants - seulement une faible proportion (0,33%) de la population serait infectée, c'est-à-dire que l'Autriche n'aurait pas atteint le stade de la soi-disant immunité collective. Cela irait à l'encontre de la levée des mesures de lutte contre l'épidémie. Cependant, le taux de mortalité reste faible et le nombre de personnes dans les unités de soins intensifs reste très inférieur à la capacité d'accueil. Le 18 avril, 208 unités de soins intensifs sont occupées et 951 sont encore disponibles dans le pays ; on dénombre au total 470 décès liés au coronavirus pour 14 795 cas confirmés.

En outre, le gouvernement, en étroite collaboration avec la Croix-Rouge, a pour objet la mise en place d'une application de traçage volontaire. Elle n'est pas encore opérationnelle, mais depuis le début de l'épidémie, la population s'est montrée favorable à des telles pratiques. Cependant, certaines voix s'élèvent pour souligner le danger de cette surveillance.

Lors d'une conférence de presse le 14 avril, le chancelier Kurz a décrit la "nouvelle normalité" autrichienne : "Autant de liberté que possible, autant de restrictions que nécessaire." Concrètement, cela signifie un certain assouplissement des restrictions à partir du 14 avril. De nouvelles règles d'hygiène pour les commerces ont été adoptées : les magasins d'une surface inférieure à 400 m² sont autorisés à ouvrir, ainsi que toutes les grandes surfaces de bricolage et les jardineries. Un seul client est autorisé par 20 m² d'espace, et les horaires d'ouverture seront limités de 7h40 à 19h. Cette ouverture partielle dans le secteur du commerce est associée à l'obligation de porter un masque. Il n'y a pas encore de calendrier pour l'ouverture du secteur de l'hôtellerie et de la restauration. Cependant, le bénéfice économique de l'ouverture restreinte dans le commerce reste discutable, et les premiers jours d'ouverture montrent une reprise très modeste de la consommation.

Les parcs et jardins administrés par le gouvernement rouvrent progressivement ; dans le cadre du conflit entre le gouvernement du Land de Vienne (avec une coalition entre les Sociaux-démocrates et les Verts) et le gouvernement, les responsables viennois avaient décidé de déclarer certaines rues "zones de rencontre" temporaires réservées aux piétons.

Dans les garderies et les écoles primaires, seule une garde d'urgence est encore opérationnelle. Ces établissements, comme les écoles secondaires, doivent rester fermés au moins jusqu'au début du mois de mai ; le ministère de l'Education n'a pas de calendrier pour la réouverture des écoles et des garderies d'enfants, mais il promet que d'ici fin avril, 12 000 ordinateurs portables seront mis à disposition des écoles en prêt aux élèves qui n'ont pas accès à Internet. Certains sports comme l'athlétisme, le tennis et le vol à voile pourront de nouveau être pratiqués à partir du 1er mai.

Parallèlement, des appels sont lancés en faveur d'une transformation économique et sociale à la suite de la crise du coronavirus : le 16 avril, la ministre de l'Environnement Leonore Gewessler (Verts) a demandé que le soutien de l'État aux entreprises soit subordonné à des mesures environnementales ; par exemple, le sauvetage de la compagnie aérienne Austrian Airlines AUA (filiale de Lufthansa) devrait être lié à une plus grande compatibilité environnementale, comme la réduction des vols court-courriers ou des introductions de taxes environnementales.

Le 8 avril, Attac Autriche a exigé un impôt sur la fortune afin de parvenir à une redistribution des coûts de la crise. Le Frauenring (associations pour les femmes) a demandé que cette période de crise sans précédent soit mise à profit pour améliorer le travail des soignants et mieux les rémunérer.

Prof. Dr. Birgit Sauer, Professeure de sciences politiques à l'Université de Vienne